entier. Je m'adresse à leurs membres, à leurs conseils d'administration, à leurs employés et à leurs millions de clients.

M. Blaikie: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. J'aimerais obtenir le consentement unanime de la Chambre pour pouvoir dire quelques mots sur le sujet au nom du NPD.

Le Président: Est-ce d'accord?

Des voix: D'accord.

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona, NPD): Monsieur le Président, je suis heureux de m'associer à mes collègues qui, au nom de leur parti, ont félicité le mouvement coopératif et les coopératives de crédit à l'occasion de la Semaine nationale des coopératives et de la Journée internationale des coopératives de crédit.

Il serait superflu de dire que le Nouveau Parti démocratique a des racines politiques bien ancrées dans le mouvement coopératif puisque tous les députés le savent sans aucun doute. Nous sommes heureux de pouvoir souligner cette semaine et cette journée.

À une époque où le vocabulaire de la concurrence et de la compétitivité se répand partout, il est important de nous rappeler qu'il existe une autre façon de voir le monde. Cette autre façon, c'est le mouvement coopératif à la canadienne.

«Coopération» est aussi un bon mot. Peu importe les avantages découlant de la concurrence, je serais le premier à en contester certains. Nous devons nous rendre compte que la coopération est un autre moyen de faire les choses et que les coopératives de crédit et le mouvement coopératif dans son ensemble l'illustrent très bien depuis des décennies au Canada.

J'invite la Chambre et le gouvernement à protéger cette tradition dans tout ce qu'ils font. Différents éléments du mouvement coopératif subissent des attaques de différentes provenances, notamment le logement coopératif et la commission du blé, qui sont deux très bons exemples de la façon dont l'esprit coopératif s'est manifesté au cours de notre histoire politique, sociale et économique.

Je suis heureux de pouvoir ajouter ma voix, au nom du NPD, à celle de mes collègues pour souligner l'occasion. J'espère que nous n'oublierons jamais la valeur de notre tradition coopérative et que nous ferons tout notre possible pour faire progresser le mouvement.

Le Président: Pendant la période des questions, j'ai reçu une note au sujet d'un rappel au Règlement que voudrait soulever le député de Elk Island. Avec votre permission, je voudrais terminer avec les affaires courantes avant d'entendre ce rappel au Règlement puis de passer à l'ordre du jour.

* * *

DÉLÉGATIONS INTERPARLEMENTAIRES

M. Francis G. LeBlanc (Cap-Breton Highlands—Canso, Lib.): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 34(1) du Règlement, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre, dans les deux langues officielles, le rapport de l'Association parlementaire Canada-Europe sur la quatrième réunion annuelle

Affaires courantes

de l'assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'OSCE, tenue à Ottawa du 4 au 8 juillet 1995.

* * *

COMITÉS DE LA CHAMBRE

PATRIMOINE CANADIEN

M. John Harvard (Winnipeg St. James, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le cinquième rapport du Comité permanent du patrimoine canadien, relativement à l'étude du projet de loi C-93, Loi modifiant la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels, la Loi de l'impôt sur le revenu et la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt.

• (1535)

[Français]

PROCÉDURE ET AFFAIRES DE LA CHAMBRE

M. Peter Milliken (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter le 91^e rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, au sujet de la liste des membres du Comité mixte permanent de la bibliothèque du Parlement et des membres associés des comités permanents. Si la Chambre donne son consentement, j'ai l'intention d'en proposer l'adoption plus tard aujourd'hui.

[Traduction]

J'ai aussi l'honneur de présenter le quatre-vingt-onzième rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre concernant le choix des affaires qui doivent faire l'objet d'un vote, conformément à l'article 92 du Règlement.

Ce rapport est adopté d'office.

* * *

LOI SUR LA COMMISSION DES TRAITÉS DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

L'hon. Ron Irwin (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, Lib.) demande à présenter le projet de loi C-107, Loi concernant l'établissement de la Commission des traités de la Colombie-Britannique.

(Les motions sont adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

LOI SUR LA PROTECTION DES TÉMOINS

M. Tom Wappel (Scarborough-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, je demande le consentement unanime de la Chambre pour retirer mon projet de loi d'initiative parlementaire, le projet de loi C-206, Loi prévoyant la réinstallation et la protection des témoins.

Le Président: Est-ce d'accord?

M. Wappel: Monsieur le Président, je demande cela pour les brèves raisons suivantes.